

BULGARIE

Belligérants mais pauvres

La Bulgarie a les taux de pauvreté les plus élevés en Europe, en termes de nombre total de pauvres et en proportion de la population du pays. Sans qu'un référendum ou, à tout le moins, une enquête publique, ait été effectués, les bulgares se sont trouvés impliqués dans une guerre illégitime, celle contre l'Irak, pour laquelle le budget annuel national a été réajusté, allouant un montant non révélé au montage de l'opération de « maintien de la paix ». Il est évident que l'argent qui a servi à cette opération provenait soit de transferts d'autres postes budgétaires - probablement l'éducation ou l'assistance sociale - soit d'un emprunt, auquel cas il rendrait la charge de la dette extérieure encore plus lourde qu'avant.

**Fondation bulgare de recherche sur le genre
Bulgarian European partnership Association**

Plamenka Markova / Genoveva Tisheva / Ivan Petkov

En tant que partie du monde globalisé, la Bulgarie est à présent assujettie à l'humeur de ses nouveaux « maîtres » américains. En 2003, les bulgares ont assisté au passage de la sécurité humaine à la sécurité interne et de l'Etat, ainsi qu'à l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité. Peu soucieux des préoccupations des populations, le gouvernement manœuvre dans un monde imaginaire, se félicitant de sa brillante politique étrangère et visant des postes à l'UE et à l'OTAN. Les déplacements du ministre de la Défense et ses opinions sont couverts chaque jour par les médias, alors que ceux de son homologue du Travail et de la Politique Sociale ne le sont qu'une fois par semaine, ou pas du tout. Profitant du fait que la population est fatiguée et résignée, le gouvernement ne fait pas de manière pour ce qui concerne l'impunité.

En 2003, les bulgares se sont trouvés impliqués dans une guerre illégitime - celle contre l'Irak - qui s'est soldée par l'invasion d'un pays indépendant, en violation grave de sa souveraineté et de nombreux instruments et règles de droit international. Sans qu'un référendum ou, à tout le moins, une enquête publique, ait été effectués, l'Assemblée Nationale a voté l'envoi de troupes bulgares en Irak pour se joindre aux forces de la « coalition » menées par les américains dans la lutte contre le « terrorisme ». Pressé d'appliquer cette décision et de faire face aux dépenses imprévues, le gouvernement - en particulier les ministères de la Défense et des Finances - devait trouver les fonds nécessaires pour envoyer un bataillon en Irak¹.

A cet effet, le budget annuel national a été réaménagé et un montant inconnu alloué au montage de l'opération de « maintien de la paix ». Malgré le secret dont le gouvernement a entouré ce financement, on peut facilement deviner que ce montant, qui serait proche de 100 millions de BGL (environ 63,3 millions de USD), provient de transferts partiels ou totaux d'autres postes budgétaires, probablement ceux de l'éducation ou de l'assistance sociale, ou d'emprunts, auquel cas il alourdirait davantage la charge de la dette extérieure pour les populations.

L'engagement de la Bulgarie dans cette guerre a fait cinq morts et 30 blessés chez les soldats bulgares, provoqués par de soi-disant terroristes irakiens luttant pour libérer leur sol de

¹ Un bataillon d'infanterie de l'armée bulgare, fort de 485 soldats, sert dans la ville irakienne de Karbala, comme membre d'une force de 22 nations comprenant 9 000 éléments, placée sous commandement polonais. La Bulgarie participe aux opérations de maintien de la paix mais pas aux combats.

l'invasion étrangère. Nul ne peut prédire combien d'autres vont mourir, mais les chiffres vont forcément augmenter, étant donné que les Etats-Unis, de peur du mécontentement et des protestations internes, vont réduire le nombre de leurs troupes en Irak, exposant ainsi un plus grand nombre de ressortissants des Etats membres de la coalition à devenir des victimes de guerre.

La sécurité socioéconomique

Chômage, sécurité de l'emploi, secteur informel

Dans sa « Nouvelle stratégie de politique sociale » (2002)² le gouvernement bulgare envisage de mettre en œuvre, à l'échelon national, des programmes de marché du travail (dont un intitulé « Du bien-être social à l'emploi ») visant à créer des emplois subventionnés pour les groupes sociaux défavorisés, c'est-à-dire les chômeurs de longue durée.

Dans l'ensemble, la philosophie du programme est en conformité avec les lignes directrices des Directives de l'Union Européenne en matière d'emploi adressées aux pays en voie d'adhésion. Elle est aussi en conformité avec les récentes approches social-démocrates postmodernes de l'« activation » des politiques sociales. On passe de l'apport d'indemnités et de prestations à la garantie de l'emploi. L'accent est mis sur la prévention du chômage et de l'assistance sociale de longue durée. Cela veut dire repenser la forme de protection sociale et transformer l'aide (financière) directe en apport de services compétents et individuels.

Le but du programme est de procurer de l'emploi à 100 000 personnes sur une période de 12 mois ; son budget brut s'élève à 217 millions de BGL (137,4 millions de USD) calculés sur l'hypothèse selon laquelle les participants reçoivent le salaire minimum mensuel pendant que les contributions de la sécurité sociale (à l'exception de l'assurance chômage) sont versées.

Les fonds disponibles s'élèvent à 0,6% du PIB nominal en 2003 ; les coûts nets pour le budget consolidé ont été estimés à 80 millions de BGL (50,65 millions de USD), représentant 0,2% du PIB nominal.

Selon les statistiques officielles, au cours de l'année 2003, on a enregistré une baisse régulière du chômage. Les taux de chômage très élevés enregistrés en 2001-2002 ont été fortement réduits, de plus de 18% en septembre 2003 à moins de 13% en novembre 2003. De l'avis de certains économistes, outre la croissance économique, ces résultats s'expliquent surtout par de dynamiques programmes du marché du travail ainsi que certaines mesures qui ont été prises contre l'emploi informel.

Quelle que soit la façon dont sont interprétées les statistiques pour chaque facteur, tous deux méritent d'être examinés de plus près pour essayer de déterminer leur effet global, notamment en ce qui concerne le chômage. L'effet du programme n'est pas permanent et de surcroît, il est contradictoire. La plupart des emplois créés sont faiblement rémunérés et à durée déterminée. De plus, il serait intéressant de savoir dans quelle mesure les salaires payés aux travailleurs temporaires correspondent à l'utilité réelle du travail qu'ils effectuent. Le programme ne fait qu'atténuer le besoin réel d'emplois pour de courtes périodes à la fois. Pendant son application il transformera les personnes ayant le statut de « chômeurs » en personnes ayant le statut de « travailleurs temporaires », et vice versa.

Sous cet angle, c'est une sorte de bombe à retardement qui risque de faire sauter le marché du travail si les chiffres du chômage atteignent encore une fois des niveaux élevés. Avec l'introduction, en avril 2003, de l'inscription obligatoire des contrats d'emploi, certains

² New Social Policy Strategy - Minister of Labour and Social Policy.
www.mlsp.government.bg/en/docs/strategy/index.htm

travailleurs de l'économie informelle sont devenus visibles et leur statut de travailleur est désormais légal³.

En conséquence, dans certains secteurs comme l'industrie du vêtement, on a enregistré une augmentation d'environ 40% du nombre total de travailleurs employés, pour la période avril-août 2003.

Le scénario est déroutant, étant donné que différentes institutions rapportent des chiffres différents pour les mêmes périodes. Selon l'Institut national de la statistique, le nombre de personnes employées dans l'industrie du vêtement, pour le mois d'août 2003, était inférieur à 140 000, alors que si l'on en croit l'Institut national de la sécurité sociale, ce chiffre dépassait 180 000⁴. On peut toujours utiliser les statistiques et les chiffres à son avantage, et donc si un pays indique qu'il a atteint ses objectifs dans un programme donné, il peut obtenir l'un des cinq Prix internationaux du PNUD pour l'éradication de la pauvreté pour 2003. C'est exactement ce qu'a fait l'ancien ministère du Travail et de la Politique Sociale.

Malgré toutes ces soi-disant réalisations, la situation réelle du pays est toujours menaçante pour un grand nombre de personnes marginalisées. Les jeunes ayant fait des études de haut niveau ont du mal à trouver du travail, l'émigration étant une alternative qui s'offre à eux. La politique de privatisation, mise en œuvre sans prendre en considération ses conséquences sociales et sans développer des programmes d'emploi alternatif, continuera de maintenir le taux de chômage élevé.

En ce qui concerne la croissance économique, il y a ici aussi un écart entre le nombre et la part des nouveaux emplois et les taux de croissance. Le taux d'emploi est toujours de 40% et donc, comparé aux pays de l'UE (68-69%), la Bulgarie se classe dernière en Europe⁵.

Pauvreté, revenu et salaire-subsistance

Le nombre total de personnes et le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté est le plus élevé en Europe.

Environ 45% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté absolue. La part des « travailleurs à faible salaire » est en expansion et concerne des personnes de différents milieux et catégories socioprofessionnels - allant des couturiers et travailleurs du bâtiment aux docteurs, enseignants et scientifiques. L'écart social entre la majorité des très pauvres et les riches (il n'y a pratiquement pas de classe moyenne) s'est creusé de façon spectaculaire⁶.

Le salaire moyen de 280 BGL (177,3 USD) est le plus faible parmi les pays candidats à l'UE. Le coût moyen du chauffage en hiver est égal à une pension moyenne. Aucun autre pays en transition ne connaît de situation pareille⁷.

³ « Ces dernières années, deux développements sur le marché du travail bulgare ont particulièrement préoccupé les autorités et les partenaires sociaux - le recrutement de main-d'œuvre sans signature de contrat d'emploi, et la pratique généralisée d'employeurs qui ne paient de contributions à l'assurance sociale que sur la base du salaire minimum national, plutôt que du salaire réel de l'employé. Le gouvernement actuel vient d'introduire deux nouvelles mesures étroitement liées - réclamées toutes deux depuis longtemps par les syndicats - qui s'ajoutent aux efforts des précédents gouvernements pour réduire l'ampleur de ces deux problèmes. Le Conseil national pour le partenariat tripartite a approuvé ces mesures qui sont : l'inscription obligatoire des contrats de travail auprès de l'Institut national de la sécurité sociale (NSSI), et l'introduction de seuils minimums d'assurance sociale, plus élevés que le salaire minimum national et fixés à des niveaux différents pour les divers secteurs et activités économiques ». Observatoire européen des relations industrielles.

www.eiro.eurowfnd.eu.int/2003/07/feature/bg0307101f.html

⁴ Information donnée par la Bulgarian European Partnership Association.

⁵ Confédération des syndicats autonomes de la Bulgarie - Confederation of Independant Trade Unions in Bulgaria (CITUB) ; Institut de recherches sociales et syndicales. www.knsb-bg.org/e_index.htm

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

Les dépenses des ménages ont régulièrement augmenté ces deux dernières années. Les tarifs du téléphone et des communications, de l'eau, du chauffage, de l'électricité et autres services devraient augmenter à l'avenir, sans aucune politique de rémunération claire. Cela constituera à l'évidence une charge trop lourde pour être supportée par les budgets des ménages⁸.

En même temps, seuls 17,2% des chômeurs perçoivent des prestations chômage régulières. La prestation chômage minimale est de 70 BGL (44 USD). Le délai de paiement, conditionné par la durée du service, varie de 4 à 12 mois. Ces minimums sont en fait seulement 60% du salaire minimum légal, base sur laquelle sont payées les contributions à la sécurité sociale. En outre, le salaire minimum légal de 120 BGL (76 USD) se situe au niveau du seuil de pauvreté. De l'avis des syndicats, il devrait être de 300 BGL (190 USD).

Le sens de la solidarité sociale

Les affiliations syndicales ont chuté, mais restent élevées selon les normes de l'Europe occidentale. Cependant, les syndicats n'ont apparemment pas réussi à empêcher la baisse du niveau de vie et des normes de travail. L'attitude de la plupart des travailleurs est caractérisée par l'apathie générale, la majorité d'entre eux affirmant qu'ils n'engageraient pas de poursuites pour salaires non payés ou autres conditions défavorables dans leur travail. Malgré ces aspects négatifs, d'après des études sociologiques, les bulgares semblent avoir conservé un sens de la solidarité sociale. En somme, des valeurs civilisées survivent dans des situations d'insécurité économique.

Compte tenu de tout cela, ce serait un miracle d'espérer qu'une nouvelle législation soit mise en vigueur dans de brefs délais. La nouvelle Loi de protection contre la discrimination et la nouvelle Loi sur la lutte contre le trafic illégal d'êtres humains, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2004, nécessiteront des fonds supplémentaires alloués par le gouvernement. Tout dépendra des priorités du moment.

⁸ *Ibid.*